

À la défense de la cause francophone

CLAIRE HARVEY
COLLABORATION SPÉCIALE

Le Québec s'est battu pour avoir le droit d'être membre de la Francophonie, l'unique organisation internationale où il est présent. Il doit ce rôle en grande partie à ses relations privilégiées avec la France. Grâce à l'appui de cette dernière, le Québec s'est vu attribuer, en 1970, le statut de gouvernement participant lors de la création de l'Agence de coopération culturelle et technique (l'ACCT), devenue aujourd'hui l'Agence de la Francophonie.

Lorsqu'il a été question de la tenue de sommets gouvernementaux, Pierre Elliott Trudeau, alors premier ministre du Canada, s'est cependant opposé à la participation du Québec. Ce n'est qu'en novembre 1985 qu'une entente conclue entre les gouvernements Johnson et Mulroney a finalement réglé le problème.

En vertu de cette entente, le Québec intervient dans les dossiers de compétence provinciale comme la culture, l'éducation et les communications. L'entente l'autorise aussi à participer pleinement aux débats sur la coopération et le développement, ainsi qu'aux débats d'ordre économique, à la condition dans ce dernier cas d'avoir obtenu le feu vert d'Ottawa. Il n'a pas le droit d'intervenir sur les questions politiques, ce privilège étant réservé au gouvernement canadien.

Mais voilà qu'en novembre 1997, le Sommet de Hanoï a concrétisé la Francophonie politique, en se donnant pour porte-parole l'ancien secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali. Par conséquent, certains observateurs sont d'avis que la Francophonie accordera moins d'importance à la coopération et au développement et que, du même coup, l'influence du Québec à l'étranger va diminuer.

S'inscrivant en faux contre ces prévisions, Louise Beaudoin, ministre des Relations internationales, estime qu'il faut que la Francophonie maintienne «un juste équilibre» entre les différents volets de sa mission. «Tout le monde sait que la Francophonie s'affirme d'abord par le biais de ses grandes réalisations. Parmi celles-ci, il y a TV5, qui diffuse aujourd'hui sur les cinq continents, ainsi que les Centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC), des services multisectoriels très performants organisés en réseau en Afrique francophone.»

Certaines que les programmes qui font la force de l'organisation ne disparaîtront pas, Mme Beaudoin se préoccupe plutôt «des droits de la personne, de l'État de droit et de la démocratie». C'est pourquoi le Québec est très actif au sein de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), autrefois l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIPLF). «La tradition démocratique du Québec lui permet d'aider les pays à effectuer un retour vers l'État de droit», explique-t-elle.

Au sein de la Francophonie, l'ancienne ministre de la Culture du Québec a aussi pour priorité «de défendre la diversité culturelle dans un marché mondial». Cette question est plus que jamais d'actualité avec la reprise prochaine des négociations de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Comme la France et le Canada, le Québec souhaite protéger la culture contre l'impérialisme américain.

La langue de chez nous

Plus près de nous, au Québec, comment se porte l'usage du français? Si l'on se fie aux données du recensement mené en 1996 par Statistique Canada, le français progresse lentement, très lentement. De 1971 à 1996, la part du français comme langue d'usage est passée de 81 % à 83 %.

Parallèlement à ce phénomène, les allophones sont aujourd'hui plus nombreux que les anglophones au Québec et forment 9,7 % de la population, comparativement à 8,8 % pour les anglophones. L'île de Montréal compte à elle seule près de 463 000 immigrants et 30 % d'entre eux ne parlent pas français. La

francisation de ces allophones représente donc un défi de taille pour la métropole.

Plus de vingt ans après l'entrée en vigueur de la Charte de la langue française (loi 101), la problématique linguistique se pose encore avec acuité. Selon les statistiques du Conseil de la langue française, la proportion des allophones inscrits au secteur d'enseignement en français a augmenté, passant de 20,5 % en 1976 à 77,2 % en 1995. Néanmoins, en raison de droits acquis avant l'adoption de la loi 101, un allophone sur quatre fréquente encore l'école anglaise.

Cette situation fait dire à Bruno Viens, vice-président du Mouvement national des Québécois, que la Charte de la langue française n'a pas atteint son objectif, qui était de faire du français la langue normale et habituelle de la vie publique au Québec. «Cet échec est attribuable aux multiples modifications apportées à la loi 101 depuis son adoption en 1997, dont l'affichage bilingue, l'amnistie des enfants qui fréquentaient illégalement l'école anglaise et l'accès aux services sociaux et aux services de santé en anglais», dit-il, en soulignant que cette dernière mesure a contribué à angliciser la fonction publique et le secteur parapublic.

Souhaitant que le Québec procède désormais à «une corvée linguistique», M. Viens reproche aux gouvernements successifs «d'avoir détruit l'échafaudage sur lequel reposait l'aménagement linguistique». Selon lui, l'État n'a pas eu la volonté politique de soutenir la francisation. Pis encore, «il a discrédité l'application de la loi 101 dans la province, en plus de banaliser la portée de sa politique linguistique à l'étranger. Résultat: le français est en train de devenir une langue commune seconde. Les gens vont la connaître, mais ne l'utiliseront pas dans la vie courante.»

En milieu de travail

Également préoccupée par la situation, la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ) lutte pour préserver les droits linguistiques des travailleurs. Quelque 800 travailleurs syndiqués veillent ainsi à l'application de la Charte de la langue française dans 500 milieux de travail.

La Charte de la langue française oblige toutes les entreprises de 100 employés et plus à mettre sur pied un comité de francisation composé d'au moins six personnes, dont le tiers représente les travailleurs de l'entreprise. Le service de la francisation de la FTQ réunit régulièrement les membres syndicaux des comités de francisation. Cette formule permet d'échanger de l'information et de trouver des moyens de promouvoir le français sur une base sectorielle.

Grâce aux efforts soutenus des comités de francisation, Lola Le Brasseur, responsable du service de la francisation à la FTQ, note que le français a progressé dans certains milieux de travail. «C'est le cas des secteurs de l'aéronautique et de l'aérospatiale, où certaines entreprises ont fait preuve de bonne volonté.»

Pour leur venir en aide, la FTQ, en collaboration avec l'Office de la langue française, a produit un répertoire des outils de travail disponibles en français dans ce secteur. Elle a aussi mené une mission d'observation à Toulouse sur l'état du français dans les secteurs de l'aéronautique et de l'aérospatiale. «Les membres ont constaté qu'il était non seulement possible de travailler en français, mais aussi de réaliser cette francisation au Québec», précise Mme Le Brasseur.

Enfin, le service de francisation de la plus importante centrale syndicale québécoise est également très actif dans d'autres secteurs où la situation du français est problématique, comme les secteurs de l'automobile, de l'informatique et de la restauration.



Une fenêtre sur le monde
et sur la diversité

FÉDÉRATION
AUTONOME
DU COLLÉGIAL

1259, rue Berri, bureau 400
Montréal (Québec) H2L 4C7
Tél. : (514) 848-9977
Télex : (514) 848-0166
Site : <http://www.lafac.qc.ca>
Courriel : fac@lafac.qc.ca

• FRANCOPHONIE •

Semaine internationale de la Francophonie

«Francophonie vivante... d'une génération à l'autre»

PIERRE VALLÉE
COLLABORATION SPÉCIALE

Organisée par la Table de concertation de la francophonie avec le soutien financier du ministère des Relations internationales du Québec, la septième édition de la Semaine internationale de la Francophonie aura lieu cette année du 14 au 20 mars, sous le thème «Francophonie vivante... d'une génération à l'autre».

Jacques Tremblay, président de la Table de concertation, commente en ces mots le choix du thème. «Pour maintenir et accroître sa vitalité, la francophonie doit être partie intégrante des liens qui unissent les personnes de tous âges afin d'y trouver une source perpétuelle de renouvellement.»

La Table de concertation de la francophonie regroupe une soixantaine d'organismes voués à la diffusion et à la promotion du fait français. On y retrouve des organismes dont le rayon d'action dépasse nos frontières, comme le Conseil de la vie française en Amérique ou le Forum international des jeunes pour la francophonie, mais aussi des organismes dont le mandat est plus circonscrit, telle l'Association acadienne de la région de Québec ou la Société historique de Québec.

L'ouverture officielle de la Semaine internationale de la Francophonie se déroulera le dimanche 14 mars, dans le hall du Musée de la civilisation à Québec. La présidence d'honneur a été confiée à Gilbert Lacasse, président et éditeur du journal *Le Soleil*, et à Clairandree Cauchy, présidente du Conseil permanent de la jeunesse. Le choix de ces deux personnalités est relié au thème de la Semaine, qui se veut une invitation aux francophones de toutes les générations à se tendre la main et à célébrer leur appartenance à une vaste communauté universelle fondée sur l'usage du français.

Journée internationale

Depuis le début des années soixante-dix, les pays et les communautés francophones ont choisi de souligner leur appartenance commune à la Francophonie en instituant le 20 mars «Journée internationale de la francophonie». En 1993, les associations de la région de Québec impliquées dans la Journée internationale eurent le désir de déborder du cadre un peu restreint de cet événement, en prolongeant les activités pendant toute la semaine entourant le 20 mars. Au fil des ans, cette manifestation a pris de l'ampleur et s'est étendue progressivement à d'autres régions du Québec.

Aujourd'hui, la Semaine internationale de la Francophonie dépasse les frontières du Québec. Certaines provinces canadiennes, dont la Colombie-Britannique, tout comme certains États américains, dont la Louisiane et les États de la Nouvelle-Angleterre, ont emboîté le pas en célébrant pendant la même semaine, chacun à leur façon, leur appartenance à la Francophonie.

Des activités variées

Au Québec, nous aurons l'embarras du choix parmi une foule d'activités qui se dérouleront dans six grandes

régions, soit à Québec, à Montréal, au Saguenay—Lac-Saint-Jean, dans le Bas-Saint-Laurent, en Estrie et sur la Côte-Nord. La programmation, riche et variée, comprend spectacles, expositions, lancements de publications, concours littéraires, tables rondes, dictées et ateliers d'écriture, échanges entre étudiants, explorations sur Internet, animations, conférences ou repas-causeries, soirées socioculturelles, émissions de radio, visites historiques et cérémonies officielles. Ainsi, les francophones et les francophiles québécois de toutes origines auront amplement l'occasion de célébrer leur amour de la culture francophone.

Voici un bref aperçu de certaines activités qui se dérouleront tout au long de la semaine. Lors de l'ouverture officielle à Québec, dimanche le 14 mars, on pourra assister au spectacle de la chorale Echos d'Arcadie ainsi qu'à un spectacle d'artistes martiniquais, danse et percussions, qui saura sans doute réchauffer l'atmosphère. Cette activité est organisée par la Table de concertation de la francophonie, en collaboration avec l'Association acadienne de la région de Québec et le Centre international de recherches, d'échanges et de coopération de la Caraïbe et des Amériques.

Ceux qui se rendront à la Maison Fornel, les après-midi du dimanche au vendredi, pourront visiter une exposition sur la bande dessinée organisée par l'association Québec-France en collaboration avec le Consulat général de France à Québec. A la Place Fleur de Lys on trouvera un lieu d'exposition et d'animation regroupant les stands de divers organismes francophones.

À Montréal, certaines activités se dérouleront au Complexe Desjardins. Le Collège Marie-Victorin y a installé un kiosque qui sera animé, mercredi et jeudi, par des étudiants du Val d'Aoste. Cette petite région du Nord-Ouest de l'Italie, dont les frontières jouxtent celles de la Suisse et de la France, est bilingue, ses habitants y parlant l'italien et le français.

Ceux qui s'intéressent aux questions plus intellectuelles pourront assister au lancement de deux nouvelles publications de l'Agence universitaire de la Francophonie, dont l'une traite de mondialisation et de francophonie. Le lancement aura lieu lundi le 15 mars, à midi, au restaurant Le Doyen de l'Université de Montréal. Les amateurs de langue française pourront mettre à l'épreuve leurs connaissances lors de la quatrième édition de «La Dictée lavalloise» qui aura lieu samedi le 20 mars, à 13 heures, au Pavillon du Bois Papineau. La Dictée est organisée par l'Association Québec-France (régionale Laval) en collaboration avec la Société littéraire de Laval.

Les autres régions du Québec verront tout au long de la Semaine des manifestations culturelles du même genre. Notons au passage que nos compatriotes du Lac-Saint-Jean en profiteront pour procéder au jumelage de Braine-L'Alleud, en Belgique, et de Jonquières. Cet événement est piloté par le Mouvement francité Saguenay—Lac-Saint-Jean.

On peut consulter le programme sur Internet, au www.cvf.ca



C'est à Québec, au Musée de la civilisation, qu'aura lieu l'ouverture officielle de la Semaine de la Francophonie.

PIERRE SOULARD



La Francophonie

La Francophonie est l'un des lieux privilégiés de l'expression du Québec sur la scène internationale où nous parlons et nous continuerons de parler de notre propre voix, tout en entretenant des relations directes et privilégiées avec ses États membres.

Prenons conscience que le contexte de la mondialisation nous impose d'affirmer et de promouvoir la diversité culturelle et célébrons avec les francophones des cinq continents la langue que nous avons en partage.

Louise Beaudoin

Ministre des Relations internationales

Ministre responsable de la Francophonie

Ministre responsable de la Charte de la langue française

Gouvernement du Québec
Ministère des
Relations internationales

Groupe Beauchemin, éditeur ltée

3281, avenue Jean-Béraud
Laval (Québec) H7T 2L2
Tél. : (514) 334-5912
1 800 361-4504
Télex : (450) 688-6269
<http://www.beaucheminediteur.com>Le Colpron,
dictionnaire
des anglicismes,
4^e édition* Disponible chez tous
les bons libraires

* disponible est un anglicisme, voir page 117 du Colpron

« Vivre en français, c'est une
question de volonté collective. »

Louise Paquet, présidente

MOUVEMENT NATIONAL
DES QUÉBÉCOISES ET QUÉBÉCOIS18 Sociétés nationales et
Saint-Jean-Baptiste
souverainistes au QuébecDes heures de plaisir à
perfectionner votre français !

(ENTRE PARENTHÈSES) est un magazine consacré à l'apprentissage du français et à l'acquisition de connaissances générales. Amusez-vous tout en apprenant grâce à ses jeux, à ses exercices et à ses petites histoires. Un mensuel dédié aux amoureux de la langue française de tous les âges !

Obtenez un exemplaire gratuit d'(ENTRE PARENTHÈSES) en composant sans frais le 1 888 684-8785 ou en écrivant au C.P. 433, Aylmer, QC, J9H 5E7 ou encore en écrivant au courriel suivant : dauger@synapse.net

GRATUIT

• FRANCOPHONIE •

Ciel variable sur la Francophonie

«Nous ne nous battons plus pour la première place, mais nous voulons conserver la deuxième»

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

Qu'est-ce que la Francophonie? La question semble superflue, tant il semble évident qu'elle est cet espace regroupant ces dizaines de pays où l'on parle et l'on apprend le français.

Pourtant, à ce compte, les États-Unis pourraient être considérés comme l'un des grands pays francophones du monde, tant le nombre de personnes qui y étudient la langue de Molière y est imposant. Et l'on trouve probablement plus passionnés les films de Jean-Luc Godard en version originale à New York qu'à Moncton, lieu du prochain Sommet de la Francophonie.

Difficile, donc, dans ce débat de ne pas tout mélanger et de ne pas sombrer dans l'enflure qui semble transformer depuis quelques années la Francophonie en pâle copie de l'ONU. Voilà peut-être aussi pourquoi le Haut Conseil de la francophonie, un organisme présidé par le président français Jacques Chirac, prenait soin de rappeler dans son dernier rapport l'importance de distinguer les pays où le français est la langue unique ou l'une des langues principales, de ceux où il n'est en fait qu'une langue étrangère.

Tout se joue en Afrique

Si l'on parle de langue principale ou maternelle, Monique Ponceau, chargée de projet au Haut Conseil de la francophonie, est convaincue que l'avenir du français se joue aujourd'hui en Afrique où l'on trouve 79 millions de francophones. «C'est le noyau dur, dit-elle. Et ça va le devenir de plus en plus, compte tenu de la croissance de la population et de la scolarisation.» C'est aussi par l'Afrique que le français se répand le plus dans le monde si l'on considère le phénomène de l'immigration. «On assiste à ce curieux phénomène où des Africains immigreront avec le français dans leur bagages ou le ramèneront avec eux lorsqu'ils reviennent dans leur pays.»

Mais là aussi, les évidences sont trompeuses. Le Sénégal, où le français est la seule langue officielle, est l'un des pays africains où le français est au plus mal. Et la situation ne risque pas de s'améliorer. Résidu du colonialisme, le français n'y est parlé que par 30 % de la population alors que le wolof, parlé par 80 % des Sénégalais, prend rapidement la place qui lui revient comme seule vraie langue de communication.

La situation est différente au Cameroun où le français s'impose comme seule langue commune dans un pays où aucune autre langue autochtone ne peut prétendre à la suprématie. Même situation au Gabon, où 91 % de la population parle français. «Pour ces pays, où aucune langue nationale ne l'emporte véritablement, le français devient un choix intéressant qui n'implique pas la domination d'une communauté sur une autre», dit Monique Ponceau.

Croissance au Maghreb

Face à la montée du nationalisme, les experts étaient convaincus il y a quelques années que le français connaîtrait une régression importante dans les pays arabes. C'est pourtant le contraire qui se produit. En Algérie, second pays francophone du monde par la population (même s'il

n'est pas membre de la Francophonie), les autorités ont imposé l'arabe littéral comme langue officielle. Sauf que cette langue, contrairement à l'arabe dialectal, n'est parlée que par une minorité. Le français, parlé quotidiennement par 30 % des Algériens, est devenu la langue de l'ouverture, de l'activité économique, professionnelle et universitaire. Il est particulièrement en usage dans les universités et chez les jeunes.

Même la Mauritanie a dû interrompre sa politique d'arabisation forcée et laisser le français reprendre du terrain. Il est question d'en faire la seconde langue d'enseignement obligatoire.

«Le problème du français en Afrique, dit Monique Ponceau, est lié à la qualité de l'enseignement. Quand l'enseignement est bon, on apprend le français.»

Panne en Europe

Là où ça va mal, mais vraiment très mal, c'est dans les organisations internationales. De l'ONU à l'OCDE, le français ne conserve souvent qu'une présence d'apparat alors que le travail véritable se déroule en anglais. On vote en français, mais c'est l'anglais qu'on parle en coulisse. Il n'est pas sûr que le programme d'action adopté à ce propos par le dernier Sommet de la Francophonie tenu à Hanoï permette d'y changer quelque chose à court terme. Tous les diplomates vous le diront, les jeunes recrues de ces organisations ne parlent souvent que l'anglais.

«Nous ne nous battons plus pour la première place, mais nous voulons conserver la deuxième», dit Monique Ponceau. Une place qui pourrait d'ailleurs de plus en plus échoir à l'espagnol.

Cette place est aussi remise en question en Europe où le français régresse. En Europe non francophone, la situation est loin d'être reluisante. L'Europe constitue paradoxalement le point faible de la francophonie. «La situation du français y est liée à l'imposition d'une deuxième langue seconde obligatoire dans l'enseignement, dit Monique Ponceau. Une option heureusement envisagée par plusieurs pays, comme par exemple l'Italie.»

Sorti de ces régions, le français a la plupart du temps une influence négligeable. En Asie, le français a par tout le statut d'une langue étrangère. Ce qui n'empêche pas 300 000 Coréens du Sud de suivre des cours de français. Le Mondial de football aurait aussi provoqué un véritable engouement pour le français chez les étudiants japonais.

L'Amérique latine est l'autre région du monde où le français régresse. L'étude d'une langue seconde y concerne essentiellement l'anglais, l'espagnol et le portugais. «Le Québec devrait faire jouer son influence dans cette région pour favoriser l'enseignement d'une deuxième langue seconde», dit Monique Ponceau qui constate que, contrairement au français, l'espagnol n'est pas une langue que l'on revendique. On se contente de la parler. La chanson en espagnol connaît par exemple une diffusion extraordinaire qui dépasse de loin les communautés hispanophones.

«Contrairement aux francophones, les hispanophones ne se sentent pas menacés, dit Monique Ponceau. Il faut dire que leur population est plus concentrée. Ils ont un sentiment de sécurité qui surprend toujours les francophones. Même qu'ils nous trouvent un peu frileux.»



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Depuis l'entrée en fonctions du secrétaire général Boutros Boutros-Ghali, la Francophonie semble vouloir se transformer en réplique de l'ONU.

1999:

Le Canada reçoit la Francophonie internationale

Le Canada et la Francophonie

Je célébrerai, aux côtés des Canadiennes et Canadiens, un événement marquant exceptionnellement le 18 mars cette année, la Journée internationale de la Francophonie. Au cours des prochains mois, j'aurai l'occasion de faire valoir le rôle du Canada dans la Francophonie internationale. Nos démarches nous permettront de préparer activement le VIII^{ème} Sommet des chefs d'État et de gouvernement qui, pour la première fois, aura lieu à Moncton au Nouveau-Brunswick, du 3 au 5 septembre prochain. Ce sera le deuxième Sommet au Canada, le premier ayant eu lieu à Québec en 1987. Le Canada sera également l'hôte des IV^{èmes} Jeux de la Francophonie qui auront lieu dans la région de Hull/Ottawa en 2001.

Appartenir à la Francophonie pour le Canada, c'est avoir accès à un riche réseau de 52 États et gouvernements ayant le français en partage. Ce réseau compte près du quart des pays de la planète et forme un kaléidoscope de langues et de cultures où chacun revendique d'avoir, à des degrés divers, le français en partage. Cette volonté de coopération dans la diversité est l'une des forces de la Francophonie internationale.

La Francophonie représente aussi un forum où le Canada peut encourager le rayonnement de ses valeurs et de sa culture. C'est un forum qui offre aux Canadiennes et aux Canadiens des possibilités de toute sorte dans les domaines de la langue et de la culture, de la politique, de l'économie et de la coopération au développement.

La Francophonie permet au Canada de présenter au reste du monde la richesse des nombreuses communautés francophones qui forment notre pays. La réalité canadienne est un élément essentiel à la construction d'une Francophonie moderne et ouverte à la différence.

Plains feux sur la jeunesse

Le Sommet de Moncton se penchera sur les problèmes de l'intégration socio-économique des jeunes et sur leur potentiel en tant que force active de développement. À l'aube du troisième millénaire, dans un monde marqué par des avancées technologiques phénoménales et des transformations rapides des économies nationales, il est de plus en plus difficile pour les jeunes de se tailler une place. Cette question présente un défi pour nous tous et je souhaite qu'à Moncton nous identifions des projets pour la jeunesse qui sachent répondre à leurs aspirations et à leurs attentes.

Afin de bien connaître les préoccupations des jeunes, des consultations nationales et internationales ont eu lieu. Au Canada, nous avons demandé au Centre pour le Développement de la politique étrangère d'organiser, en collaboration étroite avec la Fédération de la Jeunesse Canadienne française des rencontres avec les jeunes. Les résultats de ces rencontres nous permettront de mieux préparer notre participation au Sommet de Moncton.



Parallèlement, des consultations internationales ont lieu à travers l'espace francophone. Des jeunes se sont rencontrés à Bamako en février, sous les auspices de la Conférence des Ministres de la Jeunesse et des sports et ont échangé sur des thèmes qui leur sont importants. Deux jeunes canadiens s'envoleront pour Genève où ils participeront au Grand Rassemblement de la Jeunesse Francophone. Ces jeunes feront rapport au Secrétaire Général Boutros Boutros-Ghali des messages qu'ils veulent transmettre aux chefs d'État et de gouvernement qui se réuniront à Moncton. Finalement, une dernière rencontre, virtuelle celle-là, réunira des jeunes de la Francophonie à Shipagan, Nouveau-Brunswick et Ouagadougou, Burkina Faso, via l'internet.

La synthèse de toutes ces consultations sera présentée à Moncton et permettra, c'est là mon souhait le plus cher, que le Sommet puisse donner aux jeunes de la Francophonie canadienne et mondiale une chance de poser des bases solides afin d'assurer leur avenir et le nôtre.

Un plus grand rôle politique

Lors du Sommet de Hanoï en 1997, la Francophonie s'est dotée d'un mandat politique plus important afin de figurer pleinement aux côtés des autres grandes organisations internationales. Depuis, elle a montré, à travers les actions de son Secrétaire Général, M. Boutros Boutros-Ghali, qu'elle pouvait jouer un rôle unique et efficace dans le cadre de la promotion de la paix, la prévention des conflits et l'appui au développement des droits de la personne et à la démocratisation.

Nous pouvons en faire plus. Lors des discussions du Sommet, nous aborderons des thèmes chers au Canada, ceux qui touchent à la sécurité humaine. Je pense surtout à la problématique des enfants-soldats, un thème des plus appropriés puisque la jeunesse est au centre de nos débats. Trop d'enfants et de jeunes deviennent des victimes innocentes de conflits qui les dépassent et sont enrôlés de force par les différentes factions combattantes. La question du travail des enfants demeure une question importante que nous devons aborder. Le Canada encouragera ses partenaires de la Francophonie à agir pour trouver des solutions à ces problèmes.

Le volet de coopération

Malgré une plus grande activité au niveau politique, la Francophonie n'en demeure pas moins attachée à la place centrale que la Coopération occupe et continuera d'occuper au sein de la Francophonie. Il est clair que nous devons poursuivre les activités de développement dans l'espace francophone. En effet, les disparités causées par la pauvreté engendrent trop souvent les conflits, et sont un frein au développement économique et démocratique de plusieurs pays.

Le Canada a été très actif depuis Hanoï et a orienté son programme de coopération selon trois grands axes de coopération: la consolidation de l'État de droit, la promotion des droits de la personne et la prévention des conflits; la mise en œuvre du Plan d'action de Montréal, issu de la Conférence Ministérielle sur les inforoutes de mai 1997; le développement économique.

Nous devons maintenant nous tourner vers le Sommet de Moncton et identifier quels seront les domaines d'intervention du Canada. Les trois axes mentionnés précédemment demeureront prioritaires, mais une attention toute particulière sera portée aux projets qui auront un impact sur la jeunesse.

Activités de la Francophonie en 1999

La tenue du VIII^{ème} Sommet de la Francophonie à Moncton génère une panoplie impressionnante d'activités périphériques. La majorité de ces activités sont organisées par des groupes et des organisations non gouvernementales, signe de l'intérêt marqué de la société civile pour la Francophonie. C'est aussi un signe positif de la vitalité des communautés francophones au Canada.

Parmi les activités officielles, la Journée Internationale de la Francophonie réunira cette année plus de 1000 personnes lors de la cérémonie à Ottawa le 18 mars prochain. L'événement aura lieu en présence du Premier ministre, des canadiennes et des canadiens d'un bout à l'autre du pays ainsi que du corps diplomatique. Des activités auront également lieu dans nos Ambassades à l'étranger qui ont tenu, tout particulièrement en cette année du Sommet de Moncton, à souligner l'importance que le Canada attache à la Francophonie. Les canadiens et canadiennes pourront aussi célébrer la Francophonie à travers les activités organisées dans le cadre des Rendez-vous de la Francophonie. Je tiens à souhaiter à tous une excellente Journée Internationale de la Francophonie et à saluer tous ceux qui, au fil des années, ont participé à sa construction.

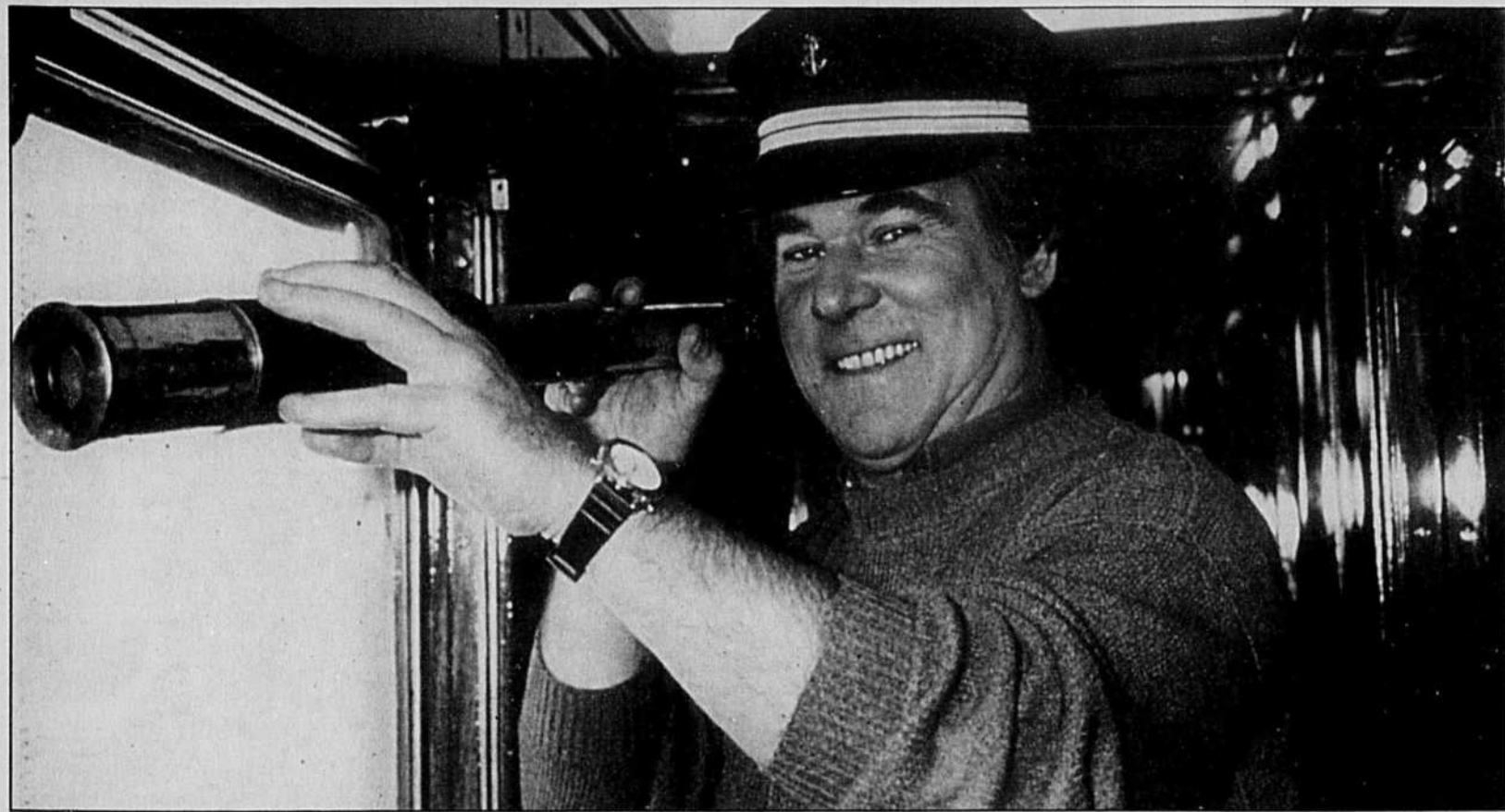
Diane Marleau
Ministre de la Coopération internationale
et ministre responsable de la Francophonie

Canada

• FRANCOPHONIE •

Fenêtre francophone sur le monde

TV5 est née de la volonté des gouvernements francophones
d'émettre un signal en français à l'échelle planétaire



Le vendredi à 19h30, Georges Pernoud anime l'émission *Thalassa*.

CONSORTIUM DE TÉLÉVISION QUÉBEC CANADA

LOUISE JACQUES
COLLABORATION SPÉCIALE

Qu'ont en commun Bernard Pivot et Élisabeth Paradis? Chacun des deux anime, en français, une émission regardée de Montréal à Buenos Aires et de Brasilia à Los Angeles: *Bouillon de culture* pour le premier, *Bons baisers d'Amérique* pour la seconde.

Quinze ans déjà

Lancée en 1984 par cinq chaînes européennes, TV5 concrétisait dès lors un partenariat avec les télévisions publiques et privées de France, de Suisse, de Belgique, du Québec et du Canada. Quatre ans plus tard, elle entreprend son expansion internationale en créant TV5 Québec Canada. Suivront TV5 Afrique et TV5 Amérique latine/Caribes en 1992, TV5 Asie en 1996, TV5 USA et TV5 Orient en 1998.

Actuellement, la chaîne diffuse dans 120 pays et sur tous les continents. Par conséquent, son auditoire est pour le moins spectaculaire: 300 millions de téléspectateurs, tous francophones ou... francophiles. En Europe seulement, 55 millions de foyers reçoivent TV5, tandis qu'au Canada 6,5 millions y ont accès, soit le tiers de moins qu'en Asie et dans le Pacifique Sud, mais deux fois plus qu'au Proche et Moyen-Orient.

Pourtant, malgré un si vaste rayonnement, le budget consolidé de l'entreprise n'a rien de fabuleux: 377 millions de francs français, soit moins d'un million de dollars canadiens, pour l'ensemble des réseaux. Fonds publics et privés alimentent sa cagnotte. Ainsi, les gouvernements canadien et québécois de même qu'un consortium local contribuent financièrement à TV5 Québec Canada. «*Les diffuseurs canadiens nous fournissent un certain nombre d'émissions*, explique Jacques Camerlain, directeur des programmes, *et nous payons les droits de suite aux animateurs et aux invités. Ou encore, TV5 acquiert des droits de diffusion auprès de producteurs indépendants qui, eux, se chargent de régler les droits de suite.*»

Deux adresses

Évidemment — l'objectif premier de TV5 étant de se faire le miroir planétaire de la francophonie — sans la participation de diffuseurs outre-Atlantique, le boulevard René-Lévesque n'abriterait ni TV5 Québec Canada, ni TV5 États-Unis ou Amérique latine/Caribes.

En effet, hormis ses bases de suivi et de développement à Bangkok et Buenos Aires, l'unique télévision satellitaire internationale de langue française a seulement deux adresses: l'une à Paris, et l'autre à Montréal.

A partir d'un bassin général d'émissions françaises, belges, africaines, canadiennes et suisses, le directeur des programmes parisien bâtit les quatre grilles desservant les TV5 Europe, Afrique, Asie et Orient. De même, chez nous, Jean-Claude Cadot en concocte une commune pour les TV5 États-Unis et Amérique latine/Caribes, tandis que Jacques Camerlain articule celle qui est diffusée ici d'un océan à l'autre. Donc, peu importe que l'on habite Montréal ou Vancouver, Michel Drucker y prend l'antenne le dimanche, quoique à trois heures d'intervalle à cause du décalage horaire. Par contre, aux mêmes moments, Newyorkais et Californiens nagent en plein *Bouillon de culture*.

«*Chaque responsable de programmation constitue une grille horaire en fonction des attentes de ses téléspectateurs, de la série d'émissions disponibles, des moyens dont on dispose pour en être alimenté et de la philosophie d'antenne qu'on s'est donnée*, poursuit Jacques Camerlain. *Ainsi, la philosophie de TV5 Québec Canada est d'être une télévision généraliste qui proposera, à travers 85 % d'émissions en provenance de l'étranger et 15 % d'émissions canadiennes (une exigence du CRTC), une télé à la fois informative, divertissante et culturelle.*»

Le tout, en prenant soin de bien refléter les diversités spécifiques qui font qu'au sein de la Francophonie, il existe différentes façons de voir et de percevoir les choses. Ainsi, les francophones d'ici apprennent à mieux connaître ceux d'Europe ou d'Afrique et vice-versa, sans compter que les expatriés retrouvent régulièrement un peu de leur culture d'origine. «*Il va de soi que les Belges du Québec sont contents de voir, tous les soirs, leur *Journal belge quotidien**», fait remarquer M. Camerlain.

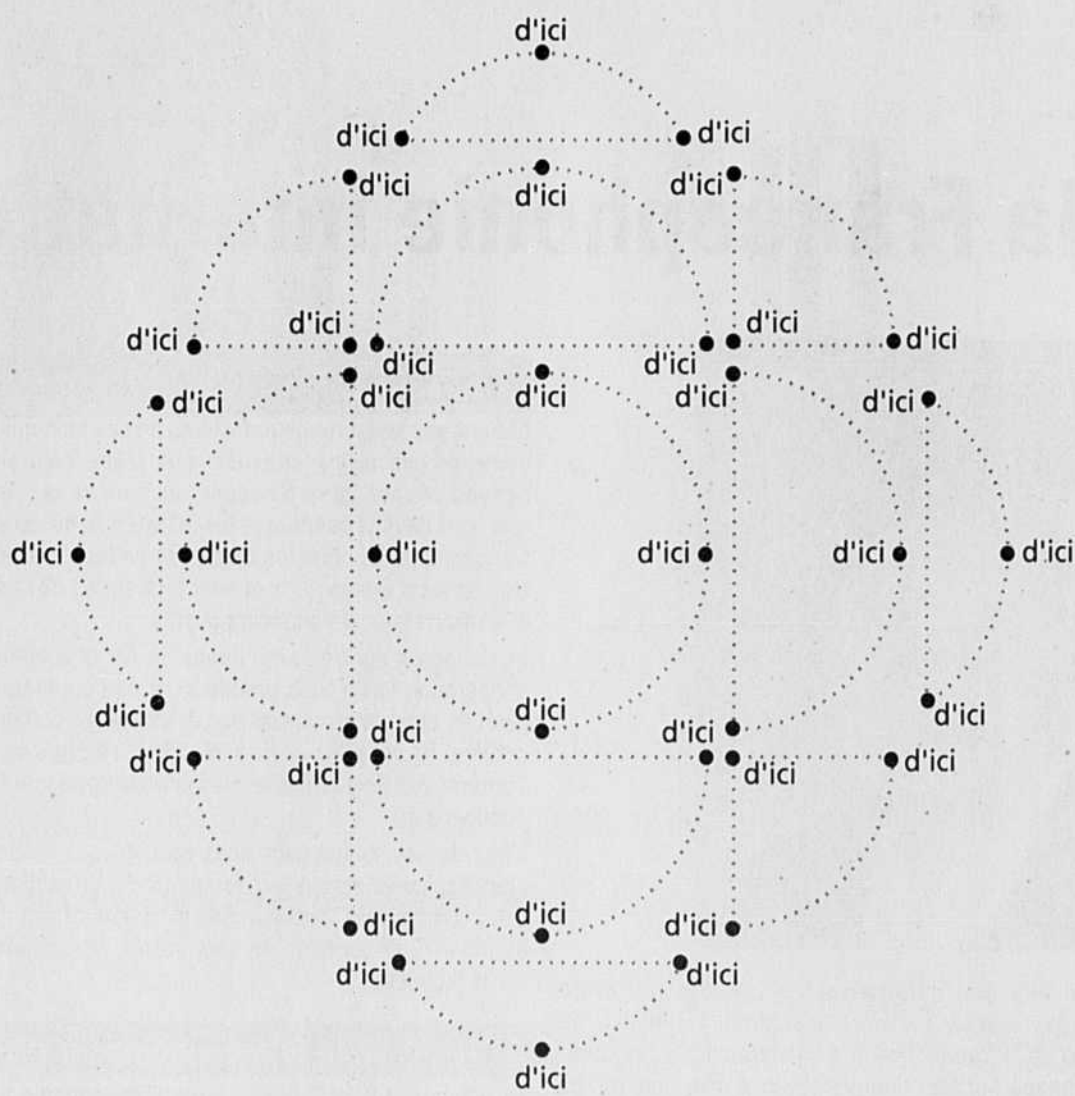
De même, bien des Canadiens résidant en France se postent, chaque matin à 8 heures, devant le petit écran pour écouter le *Téléjournal* de Radio-Canada. Et plusieurs croient être de retour au pays quand la série *Urgences* est diffusée à Paris par satellites. Parions que les Français établis à Boston éprouvent le même sentiment en voyant apparaître Depardieu ou Deneuve dans leurs salons.

Ce qu'ils font rarement dans les maisons de Laval ou Moncton, puisque la grille TV5 Québec Canada est exempte de cinéma. «*Bien que, pour nous, le cinéma reste l'une des manifestations importantes de la culture francophone, nous devons composer avec certaines règles de partenariat*, précise Jacques Camerlain. *Ainsi, pour le moment, en ce qui concerne le cinéma et quelques autres secteurs, nous avons une entente avec nos partenaires qui ne souhaitent pas que l'on en diffuse, tout simplement parce qu'ils en font un jalon de leur programmation. Mais bon, tout en sachant que nos téléspectateurs ne sont pas privés de ce créneau, à notre avis, nous devrions tout de même avoir une fenêtre là-dessus. C'est un débat que nous aurons avec nos partenaires.*» Actuellement, les principaux partenaires de TV5 Québec Canada sont la Société Radio-Canada, Télé-Québec, le Réseau TVA, Tv Ontario, TQS, Cogeco, Radio Nord et l'Association des producteurs de films et de télévision du Québec.

Donc, outre les limites définies précédemment, les trois directeurs des programmes de TV5 fabriquent leurs grilles horaires respectives en tenant également compte des contraintes posées par les partenaires qui, par ailleurs, ont les leurs. Par exemple, comme Radio-Canada achète des Américains — avec condition de diffusion restreinte — quelques sujets de *Découverte*, la Société doit parfois effectuer un remontage avant de céder l'émission à TV5.

Pour d'autres raisons, les directeurs des programmes jouent d'eux-mêmes les censeurs. «*Au-delà de la volonté politique, nous dit-on, il y a le respect des cultures locales. Ainsi, avant de décider de diffuser telle émission en Asie ou en Orient, nous devons tenir compte des aspects culturels et religieux, afin qu'elle n'y soit ni choquante, ni irrespectueuse.*»

Nous réunissons les francophones d'ici



Ici Radio-Canada



UNIVERSITÉ
DE MONCTON

... Ouverte sur le monde.



Rendez-vous
de la francophonie
en 1999

www.umoncton.ca

1-800-363-UdeM (8336)

Un accent.
sur le savoir

• FRANCOPHONIE •

Donner le goût de la langue

Le français serait plus menacé par la perte de fierté de ceux qui le parlent que par un quelconque relâchement

HÉLÈNE BUZZETTI
COLLABORATION SPÉCIALE

De Montréal à Paris, du Maroc au Vietnam, d'Europe centrale à l'Afrique... en matière d'enseignement du français, toute la francophonie s'entend sur un point: il faut redonner le goût — et le plaisir — de parler la langue de Molière à ceux qui l'apprennent, afin qu'ils développent avec elle un lien qui soit plus qu'utilitariste.

Contrairement à la rumeur populaire qui colporte que «dans le temps, on savait mieux notre français qu'aujourd'hui», ce qui menace le français n'est pas sa piètre qualité. Au Québec de la première moitié du siècle, par exemple, à peine 10 % de la population avait accès à une éducation, généralement les gens les plus favorisés qui, de par le contexte dans lequel ils avaient évolué, avaient une plus grande propension à exceller à l'école, et en français notamment. La démocratisation de l'éducation a permis à toute une population qui n'était pas habituée au langage de l'école de la fréquenter, d'où une baisse apparente, mais non significative, de la moyenne.

Pour Philippe Ducray, directeur adjoint du cabinet de l'Agence universitaire de la francophonie, le français est plus menacé par la perte de fierté de ceux qui le parlent que par un quelconque relâchement. «Il ne faut pas que le français devienne uniquement instrumental. Il faut continuer à voir notre langue comme le reflet d'une culture qui nous est propre. Il faut renforcer la fierté de parler cette langue pour ce qu'elle représente culturellement et historiquement.»

Et pour ce faire, suggère-t-il, il faudrait réinsérer dans l'enseignement des rapports à l'histoire et la civilisation, «et ne pas complètement abandonner la littérature.»

Fondée en 1961 à Montréal lors d'un congrès de 150 recteurs francophones, l'Agence universitaire de la francophonie a en quelque sorte pour mission de prendre le pouls du français dans le monde, entre autres en veillant à la place de la langue française dans les domaines de la recherche

et de l'inforoute et en assurant la coopération entre les universités francophones. «Il faut donner aux jeunes qui apprennent le français une vision de quelque chose de fort, dit M. Ducray. Il faut que la francophonie se reconstitue un corps de valeurs francophones qui font notre spécificité.»

Pour le reste, même s'il reconnaît que «lorsqu'on écoute le français parlé par les élites, on observe une légère régression», il estime que les problèmes du français ne sont que d'ordre technique, c'est-à-dire qu'il s'agit de bien l'enseigner pour qu'il soit bien utilisé. Le français est parlé dans 52 pays du monde par 150 à 300 millions d'individus selon diverses estimations, défend-il, et il ne serait pas non plus en perte de vitesse sur le continent africain, où se vit seulement, avec quelques décennies de retard, le même processus de démocratisation de l'enseignement qu'a vécu le Québec et qui donne une impression d'affaiblissement.

Quant au vocabulaire, loin de s'appauvrir, il s'élargit d'année en année, assure M. Ducray, du seul fait qu'il est utilisé et adapté aux besoins de personnes qui vivent dans des milieux et des contextes très différents. «La syntaxe et la grammaire, elles, n'évoluent pas, et je ne connais aucun exemple [d'adaptation de la langue au contexte] qui menace la compréhension.»

Ici comme ailleurs

Malgré une exagération de l'ampleur du problème du français au Québec, la situation n'est quand même pas rose ici, comme en témoignent les multiples réformes ou révisions des programmes qui se sont succédées.

Dans la foulée des États généraux sur l'éducation et la révision des programmes suggérée par la suite, le ministère de l'Éducation repense présentement les programmes de français qui entreront en vigueur progressivement, selon les cycles scolaires, à compter de septembre 1999. Et il semble qu'au Québec le constat soit le même qu'ailleurs, puisque l'accent sera mis sur l'intégration de contenu culturel à l'enseignement du français.

On suggère plus de livres, plus d'œuvres dramatiques, plus de littérature, et parallèlement, plus de remises en contexte historique ou politique des œuvres abordées. Bref, on espère ravir les élèves en donnant un sens culturel à la langue, et un sens historique aux éléments culturels. La commande est d'envergure!

«Notre défi, c'est le fait d'être un petit milieu baigné dans un océan anglophone», affirme Pauline Langlais, responsable des programmes de français du primaire et du secondaire au ministère de l'Éducation du Québec. Les jeunes sont tentés par une langue teintée d'anglicismes. Il faut faire en sorte que toujours le français se distingue des autres langues, et pour cela, il faut que les jeunes apprennent sa structure spécifique et comprennent les différences avec l'anglais ou l'espagnol.»

Les nouveaux programmes mettront également l'accent sur le transfert entre l'apprentissage des règles et leur application, ce que les jeunes semblent avoir beaucoup de difficulté à faire. Ils apprennent bien leurs leçons pour le test, mais les mettent peu en pratique dans leurs rédactions ou dans les autres matières.

«On veut amener les élèves à avoir la science du doute», explique Mme Langlais. Pour qu'ils se questionnent sur ce qu'ils ont fait et se corrigent eux-mêmes. Nous allons leur enseigner le processus d'écriture qui consiste à planifier un texte, le rédiger et surtout, le corriger. Avec ce processus, c'est à l'élève, et non au professeur, de corriger ses fautes, de revoir la structure de son texte et l'organisation de ses idées.»

Mais la tâche des enseignants n'est pas toujours facile car les modèles de bon français parlé ou écrit se raréfient. «Si on regarde l'importance sociale accordée à la langue au Québec, le défi en est aussi un de société», ajoute Huguette Lachapelle, présidente de l'Association québécoise des professeurs de français. On n'a qu'à lire certains médias pour voir que la langue laisse souvent à désirer. Alors les professeurs et les enseignants doivent travailler à contre-courant. Et insuffler une passion pour le français qui n'est pas très répandue.



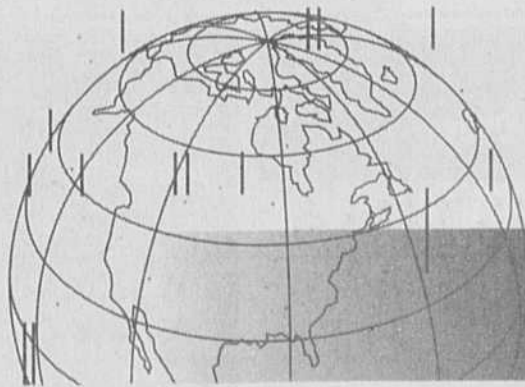
JACQUES NADEAU LE DEVOIR
L'enseignement du français ne devrait pas être purement utilitariste, mais comporter également un lien avec l'histoire et la civilisation.

CEUX QUI
PARLENT
LA MÊME
LANGUE
PARLENT
AUSSI
LE MÊME
LANGAGE

GRÂCE À TV5.

TV5 resserre les océans et élargit les horizons. Fenêtre sur le monde pour les francophones d'ici. TV5 est aussi la vitrine planétaire de leur vitalité.

TV5 retransmettra, dans 85 millions de foyers, les moments forts du Sommet de la Francophonie qui aura lieu à Moncton, en septembre prochain.



TV5

CHANGEZ DE MONDE

www.tv5.org

la force
des mots

pour travailler et vivre en français

pour dire dire dire dire dire dire dire dire dire dire dire dire dire dire dire

pour s'affirmer s'affirmer s'affirmer s'affirmer s'affirmer s'affirmer s'affirmer s'affirmer

pour travailler travailler travailler travailler travailler travailler travailler travailler

pour vivre vivre vivre vivre vivre vivre vivre vivre vivre vivre vivre vivre vivre vivre vivre

en français

La force des mots, un magazine de promotion du français publié par la CSN, disponible aussi dans notre site Internet. Venez y faire un tour : www.csn.qc.ca



• FRANCOPHONIE •

Le français face à la mondialisation

L'hégémonie de l'anglais dans le domaine des affaires condamne-t-elle le français à la marginalisation?

STÉPHANE GAGNÉ
COLLABORATION SPÉCIALE

Pendant que le débat sur les bénéfices et les irritants de la mondialisation se poursuit, plusieurs francophiles se questionnent sur l'avenir du français dans cette mouvance. Car face à l'hégémonie économique, culturelle et sociale de l'anglais dans le monde, les autres langues — dont le français — sont peut-être condamnées à la marginalisation.

La question intéresse au plus haut point l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) qui a déjà tenu deux événements majeurs pour débattre du sujet. En octobre 1997, elle tenait des « Assises de l'enseignement du français et en français » à Hué, au Vietnam, et en avril 1998, un forum sur la mondialisation et la francophonie, à Beyrouth, au Liban.

L'avenir du français dans le monde d'aujourd'hui inquiète donc et à juste titre, car la Francophonie est un géant aux pieds d'argile. Bien qu'elle compte 52 pays et regroupe un demi-milliard d'individus, une bonne proportion des citoyens des pays membres n'utilisent pas le français sur une base régulière (Vietnam, Roumanie, Moldavie, etc.). Pour favoriser un rapprochement entre pays membres et créer des liens, les dirigeants de l'Agence de la Francophonie ont créé des outils de communication assez efficaces. Qu'on pense à TV5 qui rejoint depuis quelques années un bon auditoire.

Depuis juin 1998, il y a aussi le Fonds francophone pour le développement des infomates. Ce fonds a pour objectif de permettre aux pays membres d'occuper une plus grande place sur Internet. A ce jour, 45 projets provenant de 35 pays ont déjà été sélectionnés pour bénéficier d'un financement. Le problème, c'est la maigreur des montants consacrés à cette initiative: environ 10 millions de dollars.

Une somme qui semble largement insuffisante pour renverser la forte prédominance de l'anglais sur le réseau des réseaux et investir dans le développement d'infrastructures de télécommunication dans des pays francophones qui en ont grandement besoin. Ainsi, en Afrique, où se trouve la moitié du bassin francophone mondial, on ne compte que 2 % des lignes installées dans le monde, pour 12 % de la population. Cela s'ajoute aux problèmes de sous-développement chronique, d'analphabétisme et de sous-scolarisation de cette région, autant d'éléments défavorables à l'effervescence de la langue française.



Actuellement, environ 80 % des 8000 bases de données informatisées disponibles dans le monde sont en anglais.

De plus, selon un rapport du Comité interministériel sur la situation de la langue française publié par le ministère de la Culture et des Communications du Québec, environ 80 % des 8000 bases de données informatisées disponibles dans le monde sont en anglais. Au Québec, plus de 90 % des jeux vidéo (sur consoles) offerts dans les grands magasins de Montréal sont en langue anglaise uniquement. Dans le rapport, on mentionne: « Il semble que, dans l'offre et la distribution de tels produits, le Québec ne soit pas considéré comme un marché francophone. »

Voilà qui donne une idée du chemin à parcourir pour faire du français une langue véritablement internationale. Lors des Assises de l'ensei-

gnement du français et en français, l'ambassadeur de France au Vietnam, Serge Degallaix, affirmait que pour que l'usage du français se développe, il faudrait que la langue soit l'expression de l'utilitarisme économique. Or, l'atteinte de cet objectif doit être teintée de réalisme puisque la part du commerce mondial des pays de la francophonie n'est que de sept pour cent. Et, selon lui, cette part ne peut augmenter substantiellement face au dynamisme économique de continents comme l'Asie.

Le développement de l'usage du français doit aussi passer par son enseignement dans tous les pays de la Francophonie. Pour certains pays dont c'est la principale langue parlée (France, Canada-Québec, par

exemple), cela ne cause pas de problème mais pour d'autres, c'est différent. Ainsi, en Afrique Noire et en Afrique du Nord, le français se trouve « en concurrence » avec l'arabe et plusieurs autres dialectes locaux, qui, faut-il le rappeler, sont utilisés depuis bien plus longtemps dans ces régions que le français, la langue du colonisateur.

La plupart des penseurs de la Francophonie ne souhaitent aucunement voir disparaître cette diversité linguistique présente dans la majorité des pays dits francophones. Ils tiennent plutôt à s'assurer que le français demeure une langue internationale pour faire contrepoids à l'anglais, la langue des affaires et de la mondialisation qui menace de tout standardiser.

Pour y parvenir, le recteur de l'AUF, Michel Guillou, souhaiterait que les pays qui adhèrent à la Francophonie adoptent une politique linguistique et éducative qui fasse en sorte qu'un pourcentage significatif d'élèves deviennent bilingues. A ce chapitre, le Vietnam est souvent cité en exemple. Dans ce pays, 500 classes bilingues ont été créées où des milliers de jeunes apprennent le français et reçoivent des cours en français.

Mais la mondialisation menace-t-elle vraiment la diversité culturelle? Sélim Abou, recteur de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (qui intervenait dans le cadre du forum Mondialisation et francophonie), ne le croit pas. « Grâce à la mondialisation de la communication et de l'information, les cultures tendent à se regrouper par affinités en des unités civilisationnelles supranationales, opposées les unes aux autres. L'avenir ne semble donc pas être celui d'un style de vie global, mais [plutôt] d'une confrontation entre des ensembles différents de modèles culturels plus ou moins apparentés. »

Michel Guillou est aussi plutôt optimiste face à la mondialisation. Il admet volontiers que ce phénomène entraîne des risques de pertes d'identité « mais il faut inverser la donne, prendre le problème à contresens: la mondialisation nous pousse à construire le monde nouveau, à concrétiser les rêves d'avenir sur nos propres valeurs, autrement dit à nous surpasser pour affirmer notre identité. De spectateurs, nous devenons des acteurs de la mondialisation », disait-il lors du forum Mondialisation et francophonie.

Vœux pieux ou espoirs démesurés? En tout cas, sur Internet, tous les espoirs semblent permis car la présence de sites de langue française y augmente rapidement. Ainsi, en 1997, La Toile du Québec a recensé plus de 10 000 sites francophones, soit 25 fois plus qu'en 1995.

Francofête

« L'Union des artistes est heureuse de s'associer

à nouveau à la **Francofête**
édition 1999.

Soucieuse de la **qualité de la langue**
et reconnaissant le **rôle essentiel** que jouent
les **artistes-interprètes** à cet égard,

l'Union des artistes collabore pour une huitième année consécutive
à la remise du **Mérite du français dans la culture.**

Toutes nos félicitations au prochain récipiendaire ! »

Pierre Curzi, président

L'événement aura lieu lundi le 15 mars à 11 heures,
à la grande place du complexe Desjardins.

Union des artistes, partenaire de la Francofête 1999.

Union
des
artistes

À partir du Nord de l'Ontario... on peut explorer le monde!

Depuis 1995, le Collège Boréal participe au développement culturel, linguistique, professionnel et économique des 160 000 francophones vivant dans le Nord de l'Ontario.

C'est le premier collège d'arts appliqués et de technologie au Canada à intégrer, l'utilisation de l'ordinateur portatif (bloc-notes) dans la majorité de ses programmes d'études.

Une formation à l'avant-garde de la technologie dans plus de 65 programmes.

• Sciences du milieu naturel, Technologies et Métiers

• Affaires et Administration de bureau

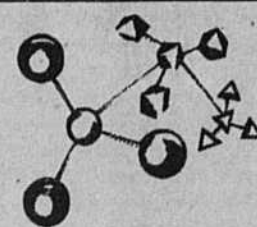
• Sciences humaines

• Sciences de la santé

Collège Boréal

Elliot Lake Hearst Kapuskasing
New Liskeard Sturgeon Falls
Sudbury Timmins

1 800-361-6673
www.boreal.on.ca



LE CENTRE
D'ÉDUCATION
INTERCULTURELLE
ET DE COMPRÉHENSION
INTERNATIONALE
(CÉICI)

Instrumentation pédagogique du personnel scolaire en matière d'éducation à la citoyenneté dans une perspective mondiale, d'éducation interculturelle, d'éducation relative à l'environnement, d'éducation aux droits humains, d'éducation à la paix et d'éducation au développement viable.

Approches pédagogiques privilégiées : l'approche systémique, l'apprentissage coopératif, l'interdisciplinarité, la transdisciplinarité et l'éducation holistique.

Forum en avril portant sur l'intégration réussie des élèves immigrants à la société québécoise et sur l'éducation à la citoyenneté dans une perspective mondiale.

Centre de documentation, de référence et site internet <http://www.cam.org/-ceici>

Téléphone : 514-721-8122 Télécopieur : 514-721-8613

Semaine nationale de la francophonie
Du 15 au 26 mars 1999

Cahier pédagogique virtuel
www.acelf.ca/snf

Rencontre avec les communautés francophones
et acadiennes du Canada

52^e congrès de l'ACELF
Du 5 au 7 août 1999, Hôtel Citadelle Ottawa

L'éducation en langue française dans
une perspective mondiale

Pour mieux comprendre le phénomène de la mondialisation
et les changements qu'il entraîne en éducation.

1947-1997
ACELF
Association canadienne
d'éducation de langue française

268, rue Marie-de-l'Incarnation
Québec (Québec) G1N 3G4

Téléphone : (418) 681-4661
Télécopieur : (418) 681-3389

Courriel : informat@acelf.ca
Site Internet : www.acelf.ca

• FRANCOPHONIE •

La francophonie sur l'inforoute

La France a pris le virage de l'inforoute, mais le Québec produit toujours 30 % des sites francophones

PIERRE VALLÉE
COLLABORATION SPÉCIALE

La francophonie est-elle plus présente sur l'inforoute aujourd'hui qu'hier? Peut-on y naviguer à l'aise en français? Un francophone unilingue, ne connaissant rien aux rudiments de l'anglais, pourrait-il s'y retrouver? À toutes ces questions, Yves Williams, de la Toile du Québec, répond oui.

«Mais il faut comprendre, prévient-il, que l'offre ne sera pas la même.» En effet, vu la forte présence des États-Unis, plusieurs sites sur Internet sont en anglais seulement. Mais comme l'inforoute cherche à pénétrer toutes les localités, elle favorise davantage le plurilinguisme. La francophonie peut s'y tailler une présence fort enviable si, évidemment, tous mettent l'épaule à la roue.

Dès 1996, le gouvernement du Québec créait le Fonds de l'autoroute de l'information (FAI) afin de soutenir financièrement la mise en place d'une inforoute québécoise et de favoriser la création de contenus francophones. Il y a un an, il accouchait de la Politique québécoise de l'autoroute de l'information, qui vient préciser l'action du gouvernement. Ces initiatives ont-elles porté fruit?

Dans certains secteurs, c'est l'évidence. David Cliche, ministre délégué à l'inforoute et aux services gouvernementaux, est heureux de nous apprendre que d'ici un mois la totalité des écoles québécoises seront branchées. «Tous nos étudiants et étudiantes auront la possibilité de devenir internautes.» De plus, l'action du gouvernement a suscité la création de nouveaux sites et de nouveaux contenus. La Toile du Québec, qui regroupe près de 85 % des sites au Québec, en dénombre maintenant plus de 40 000.

Mais cela est-il suffisant? Pour en juger, il faudrait être en mesure de dresser un bilan complet. Selon Josée Beaudoin, du Centre francophone en informatisation des organisations (CEFRIO), nous ne possédons pas actuellement les moyens nécessaires pour bien mesurer l'état de la situation. Le ministre, qui est en période de réflexion, abonde dans le même sens. «C'est la raison pour laquelle j'ai proposé récemment la mise en place de mécanismes de concertation qui pourraient nous permettre de faire le point et de mieux cibler les actions à venir», explique-t-il.

Selon Yves Williams, tous les efforts qui visent à susciter une réflexion et une convergence sont bienvenus. «Malgré l'intérêt que nous portons à l'inforoute, trop peu comprennent les véritables enjeux qu'elle implique.» En effet, l'inforoute n'est pas seulement l'accès à une formidable banque de données, c'est surtout un puissant moyen de communication, appelé à transformer la façon dont nous établissons nos rapports.

Nos cousins français

Jusqu'à tout récemment, la France, en matière d'inforoute, se faisait tirer l'oreille. Mais ce n'est plus le cas. La France a pris le virage de l'inforoute. Faisant suite au rapport du député Patrick Bloche, le premier ministre français, Lionel Jospin, vient de doter la France d'une vaste et énergique politique de l'inforoute. Le plan français vise, non seulement à combler le retard, mais à faire de la France un leader dans ce domaine.

Doit-on s'en réjouir, ou au contraire doit-on craindre de se faire damer le pion là où auparavant nous faisons presque cavalier seul? Le ministre Cliche est catégorique. «Nous devons nous en réjouir, car cela augmentera la présence francophone. De plus, on ne doit pas percevoir la France comme une concurrente.» Gilles Trempe, du CEFRIO, renchérit. «Non seulement les Français ne sont pas des concurrents, mais ils sont appelés à devenir nos partenaires. C'est une excellente occasion pour nous de mettre à contribution notre savoir-faire.»



David Cliche, ministre délégué à l'inforoute et aux services gouvernementaux, affirme que d'ici un mois la totalité des écoles québécoises seront branchées.

La politique française de l'inforoute nous forcera-t-elle à agir avec plus de célérité? «D'abord, nous ne savons pas combien de temps la France mettra à implanter sa politique», répond Josée Beaudoin. En effet, la transformation de l'État-couloir à l'État-réseau ne se fait pas en un tournemain. D'autant plus que la démarche québécoise est bien amorcée, selon l'avis du ministre, et qu'il vaut mieux poursuivre à notre rythme. A vouloir naviguer trop rapidement, on risquerait de voir le bateau échouer.

Les enjeux de demain

Comment maintenir et accroître la présence de la francophonie sur l'inforoute? On peut certes multiplier les sites, peaufiner les contenus mais il faut aussi, et peut-être surtout, en augmenter l'usage. Plus les francophones utiliseront l'autoroute de l'information, plus cette dernière leur offrira un service en français. Ici comme ailleurs, le «principe de la sauce» s'applique.

Et l'État y a un rôle clé à jouer. En devenant un utilisateur modèle de l'inforoute, il crée un effet d'entraînement. Non seulement doit-il rendre accessible au grand public un maximum de renseignements, il doit aussi par l'entremise de l'inforoute faire des affaires avec le citoyen — individu ou entreprise. Le gouvernement semble l'avoir compris puisque David Cliche est aussi responsable des services gouvernementaux. «J'ai le mandat et la latitude pour faire en sorte que cela se produise», confie-t-il.

Yves Williams, de la Toile, voit dans la commercialisation des sites un des grands enjeux qui nous attend. «Créer un nouveau site n'est pas le problème, dit-il, mais le maintenir jusqu'à sa commercialisation, c'est là où le bât blesse.» En effet, la publicité et la commandite, bien que présentes sur Internet, demeurent plutôt timides. Plusieurs n'y voient pas encore un avantage. D'autant plus que l'utilisation de l'inforoute chez nombre d'entre-

prises est souvent schématique, se résumant parfois à afficher la brochure corporative. «Il faudrait que l'État soutienne l'effort de commercialisation des créateurs et des producteurs de sites», pense Yves Williams. Le ministre Cliche, au courant de la situation, n'éloigne pas l'idée. Il songe même à ce que le gouvernement dépense une partie de son budget publicitaire sur Internet.

Comme on peut le constater, les problématiques que pose l'inforoute sont complexes et les solutions miracles inexistantes. Si la francophonie veut maintenir son rayonnement, elle devra relever tous les défis et s'assurer que l'usage du français soit une pratique ancrée dans la réalité de tous les jours. Quant à la part du Québec, inutile d'être timoré et craintif, selon le ministre. «Nous représentons 3 % de la population francophone, et déjà, nous fournissons 30 % du contenu français sur l'inforoute. C'est un avantage concurrentiel que je n'ai nullement l'intention de perdre.»

Les incontournables pour comprendre les enjeux de la francophonie!

JEAN-LOUIS ROY



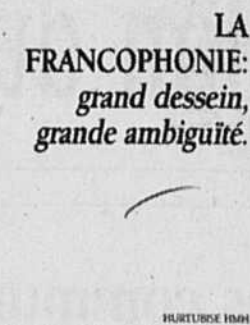
20,95 \$

JEAN-LOUIS ROY



20,95 \$

JEAN-MARC LÉGER



21,50 \$



ÉDITIONS HURTUBISE HMH LTÉE



FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS
FRANCOPHONES ET ACADIENNES
DU CANADA

La Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) du Canada désire transmettre tous ses vœux de succès au Sommet de la Francophonie qui se déroulera du 29 août au 5 septembre 1999.

C'est avec fierté que nous soulignons le fait que cette rencontre se déroulera en Acadie, à Moncton au Nouveau-Brunswick, un signe de la vitalité et du dynamisme des communautés francophones et acadiennes du Canada.

« Nos communautés ont beaucoup à donner et à recevoir des autres communautés francophones à travers le monde. »

Gino LeBlanc, président de la FCFA

La FCFA a fondé le Bureau francophone de coopération internationale (BFCI) en septembre 1998 afin de faire connaître l'expertise de nos communautés, les informer des possibilités d'intervention et les assister dans l'élaboration de projets de coopération internationale.



Venez nous visiter ! www.franco.ca/fcfa/
Pour nous joindre : fcfa@franco.ca



« Je crois que la Charte de la langue française représente un effort courageux, sensible et positif de préserver une culture de grande valeur, tout en respectant les droits d'autrui. Je crois que le droit international protège, et devrait protéger, une telle législation parce qu'elle est nécessaire pour garantir les droits humains. » — Ramsey Clark, ministre de la justice des États-Unis de 1964 à 1968; avis sur la loi 101 et le droit international, juin 1993.

Maintenant, l'avenir du français passe par le pays du Québec!

Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, (514) 843-8851



• FRANCOPHONIE •

Le Sommet de Moncton

*La communauté acadienne
se prépare à recevoir les cinquante pays de la Francophonie*

MATHIEU ROY
COLLABORATION SPÉCIALE

Moncton sera l'hôte du huitième Sommet de la Francophonie, les 3, 4 et 5 septembre prochain. Le Canada recevra ainsi, pour la première fois depuis le Sommet de Québec en 1987, les chefs d'État et de gouvernement des 52 pays membres de la Francophonie (49 permanents et trois observateurs). Ce rassemblement d'envergure, s'il honore la province du Nouveau-Brunswick, rend aussi hommage à la communauté acadienne et à sa vigueur culturelle.

Depuis le premier sommet, à Paris en 1986, et celui de Québec l'année suivante, ces conférences à l'échelon le plus élevé réunissent, tous les deux ans, les chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage. Les rencontres, les discussions et les conférences sur les grands enjeux de l'heure s'étendent sur trois jours.

Le premier regroupement structuré des pays entièrement ou partiellement de langue française, comme on les désignait à l'époque, remonte à 1970 lorsque 21 États francophones se retrouvent à Niamey, capitale du Niger, pour créer l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) dont la vocation, tournée vers la culture et la formation professionnelle, s'articule autour des pays engagés dans cette entreprise.

Mais depuis l'instauration des sommets de chefs d'État et de gouvernement francophone, on observe les manifestations d'une certaine volonté politique — surtout depuis le dernier sommet, à Hanoï en 1997, où l'on procédait à la nomination de Boutros Boutros-Ghali comme tout premier secrétaire général de la Francophonie, investi des rôles de porte-parole politique et représentant officiel de la communauté francophone. Le prochain Sommet de Moncton sera donc l'occasion de faire le point sur le premier mandat politique du secrétaire général.

Outre le sommet, plusieurs autres conférences graviteront autour de l'événement. Les deux plus importantes auront lieu dans la semaine qui précède le conférence principale. Il s'agit des réunions du Conseil permanent de la Francophonie, regroupant les représentants des chefs d'État, ainsi que la Conférence ministérielle de la Francophonie réunissant les ministres responsables du dossier de la Francophonie dans tous les pays et États membres de la Francophonie.

Dans une année de Sommet, le rôle de ces deux réunions d'instances décisionnelles de la communauté francophone consiste évidemment à préparer le Sommet dans les détails en revoyant l'ordre du jour et les sujets de discussion à aborder; ce sera aussi l'occasion d'apporter la touche finale aux documents officiels du sommet.

Le thème de la jeunesse

Cet automne, le Sommet de Moncton, en plus d'aborder les sujets habituels, comme la politique, l'économie et la coopération, se penchera plus particulièrement sur le thème de la jeunesse. Comme le soulignait Diane Marleau, ministre de la Coopération internationale et responsable de la Francophonie du Canada, il s'agira d'intégrer la thématique de la jeunesse aux autres volets traditionnels.

En effet, la jeunesse ne constitue pas un secteur, mais bien une clientèle. C'est pourquoi les grands programmes du sommet seront adaptés aux besoins et aux préoccupations des jeunes francophones.

Afin de bien cerner les enjeux se rattachant à la thématique, plusieurs types de réflexions contribueront à entretenir les discussions en vue des délibérations des chefs d'États et de gouvernements au Sommet de Moncton. En plus de la préparation des deux gouvernements participants, soit le Canada et le Nouveau-Brunswick, les jeunes pourront directement participer au débat: «La jeunesse aura de multiples lieux et tribunes pour



Les premiers ministres Lucien Bouchard et Jean Chrétien, lors du Sommet de la Francophonie tenu à Hanoï en 1997

nourrir l'action gouvernementale d'idées et de projets novateurs d'ici au sommet. Les tables rondes serviront notamment à alimenter la programmation dans le domaine de la jeunesse en Francophonie, tant au niveau local que national et international», explique Bernard Thériault, ministre des Affaires intergouvernementales, et autochtones du Nouveau-Brunswick.

Ces tables rondes et forums de discussions, entièrement animés par des jeunes, se tiendront dans plusieurs pays de la Francophonie jusqu'à l'annonce du sommet au tout début de l'automne. En tant que province hôte et gouvernement participant, le Nouveau-Brunswick entamait en octobre 1998 une série de six tables rondes sur la jeunesse. Mais, outre ces concertations régionales, d'autres rencontres du même genre sont prévues dans certaines villes canadiennes ainsi qu'ailleurs dans le monde.

Par exemple, dans le cadre du Sommet de la jeunesse ayant lieu à Genève, M. Boutros-Ghali recevra le 20 mars prochain, une centaine de jeunes de différents pays de la Francophonie qui lui feront part de leurs préoccupations particulières. Les conclusions de ces discussions seront ensuite retenues et ajoutées à d'autres pour l'élaboration du programme en vue du Sommet de Moncton.

Il s'agit donc d'un processus en cours qui viendra renforcer les bases de la réflexion à propos de la thématique de la jeunesse jusqu'au sommet. On tente, par cette démarche, de cerner les véritables enjeux qui incombent à la jeunesse d'aujourd'hui, des thèmes larges évidemment, comme la formation professionnelle et technique, l'accessibilité à l'emploi, les nouvelles technologies, mais aussi des préoccupations plus concrètes ou ponctuelles que les jeunes pourront définir eux-mêmes.

Le sommet sera animé par les discussions et confé-

rences des chefs d'État sur les divers volets à aborder, mais toujours sous la thématique jeunesse. Leur rôle sera de définir les grandes lignes à adopter jusqu'au prochain sommet, dans deux ans. Ce n'est qu'à la prochaine conférence ministérielle de la Francophonie que sera adoptée la programmation détaillée des politiques et ententes survenues. Par la suite, ce sera à l'Agence de la Francophonie d'exécuter des actions concrètes pour respecter les décisions adoptées par le sommet.

La Francophonie est aujourd'hui devenue une institution gigantesque. C'est pourquoi, parallèlement au sommet de Moncton, auront lieu plusieurs activités périphériques de natures différentes. Ainsi, le Nouveau-Brunswick et ses environs accueilleront l'automne prochain, en plus des chefs d'États, plusieurs groupes et organismes directement rattachés à la Francophonie qui les subventionnent au besoin comme TV5, l'Agence universitaire, l'Association internationale des maires francophones, l'Union internationale des journalistes de langue française, etc.

Mais outre ces rassemblements, la province du Nouveau-Brunswick organisera aussi quelques activités dans le but de créer une atmosphère plus chaleureuse entourant le sommet. La municipalité de Dieppe, à proximité de Moncton, sera donc entièrement métamorphosée et prendra l'allure du Village de la Francophonie. On y présentera plusieurs expositions et vitrines d'associations canadiennes. Selon les organisateurs, cette initiative permettra de faciliter le mélange entre les délégués et les locaux.

C'est Fernand Landry, avocat, universitaire et homme d'affaires bien connu au Nouveau-Brunswick, qui a été nommé directeur général du Sommet de Moncton. Pour de plus amples informations: <http://somet99.org>



En 1987, la ville de Québec était l'hôte du deuxième Sommet de la Francophonie.

ARCHIVES LE DEVOIR

Les clubs Richelieu

Un atout pour la francophonie !

Intéressé(e) !

Pour plus d'informations :

www.richelieu.org

1.800.267.6525

**Cahier
spécial**

Publié le samedi 20 mars 1999

LE DEVOIR

Salon du livre de l'Outaouais**Le Québec, partenaire des communautés francophones et acadiennes du Canada**

La francophonie s'exprime et se développe grâce à une langue commune, le français, source de convergence des préoccupations, des besoins et des intérêts des quelque huit millions de francophones qui vivent au Québec et au Canada. C'est d'ailleurs pour intensifier ces liens qui nous unissent que le gouvernement québécois met en œuvre, depuis 1995, la *Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada*.

Encourageant le partenariat, le dialogue et la concertation, cette politique nous invite à unir nos forces et à partager nos idées, nos ressources, nos connaissances et nos richesses.

Elle veut ainsi accroître la solidarité francophone autour de projets communs, et ce, dans les domaines qui apparaissent comme essentiels à la vitalité de la langue française, à savoir l'économie, l'éducation, la culture et les communications.

Par les échanges et la coopération, nous nous connaissons mieux et nous deviendrons solidaires et partenaires : la francophonie, c'est aussi une force à partager.

Pour plus de renseignements, nous vous invitons à consulter le site Internet du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du gouvernement du Québec, à l'adresse suivante : www.cex.gouv.qc.ca/saic/francophonie.

Québec



Gouvernement du Québec
Ministère du Conseil exécutif
Secrétariat aux affaires
intergouvernementales canadiennes

**La francophonie,
une richesse à partager!**

• FRANCOPHONIE •

Le français, langue véhiculaire mondiale?

HÉLÈNE BUZZETTI
COLLABORATION SPÉCIALE

Devant un anglais expansionniste, le défi linguistique consiste à conserver bien vivantes les centaines de langues dites nationales, mais aussi, pour l'espagnol, le portugais, l'arabe, le chinois et le français, à sauvegarder leur statut de langues «véhiculaires mondiales», c'est-à-dire parlées un peu partout autour du globe et servant de lien entre les nations. Et à ce chapitre, la Francophonie entend rester dans la course de la langue seconde.

L'agence universitaire de la Francophonie (AUFEL-UREF) publiait l'an dernier *Assises de l'enseignement du français et en français*, un recueil des allocutions prononcées lors d'une rencontre internationale tenue en octobre 1997, au Viet-Nam. D'entrée de jeu, le plurilinguisme y est présenté comme une exigence de la mondialisation réussie.

«Le monde, devenant de plus en plus un, ne portera ainsi la promesse d'une civilisation de l'universel que si l'unification n'est pas la dilution dans l'uniformité dont le monolingue constitue un visage. La Francophonie a pour fondement que le multilinguisme est la forme moderne de l'humanisme», est-il écrit. «L'ensemble francophone devra être la forte affirmation d'un multilinguisme fondé sur l'égalité des partenaires et le respect des différences, ce qui doit mener à dépassionner les rapports entre les langues et à sortir d'une situation de tension entre les langues française et nationale des différents États.»

Aussi, l'avenir n'est pas dans l'imposition d'un français colonialiste ou exclusif à tous les pays qui se réclament de la Francophonie, mais bien dans le soutien de la langue nationale et, dans un deuxième temps, l'apprentissage du français, puis de l'anglais, comme langues secondes. Bref, de favoriser au moins le trilinguisme en terres francophiles.

Pour ce faire, *Assises sur l'enseignement...* rapporte les multiples stratégies suggérées. D'abord, pour favoriser l'apprentissage du français comme langue seconde dans un contexte trilingue, on propose d'élargir l'offre des cours de français à l'école, afin que dans les pays de la Francophonie, ils soient disponibles dès le primaire, et ce, tout au long du parcours scolaire des jeunes. Parallèlement, on recommande de développer du matériel pédagogique approprié en français. On demande également d'adopter une approche moins normative vis-à-vis des variations linguistiques régionales. La Francophonie doit accepter que le français se particularise selon les localités où il est parlé et ces transformations doivent être reconnues et légitimées, sans quoi le français restera une langue étrangère.

En ce qui a trait au français en tant que langue scientifique, le livre fait aussi état de plusieurs recommandations. Car, comme le rappelle l'Agence universitaire, le français a pris du retard dans les domaines techniques et scientifiques. Ainsi, les intervenants de la rencontre souhaitent que les scientifiques encouragent la popularisation de la langue française en diffusant leurs recherches sur Internet.

Mais il y aurait de la lumière au bout du tunnel. Alors qu'en 1990, l'anglais accaparait 90 % de l'espace sur le Web, il n'en occupe plus que 78 %. Et le français, lui, tout comme le japonais et l'allemand, augmentait sa présence de 15 %. Comme quoi il n'a pas encore perdu son statut de langue mondiale.

Forum francophone des affaires

Le septième Forum francophone des affaires (FFA), réunissant des représentants de la communauté d'affaires francophone mondiale, se tiendra à Bathurst, au nord-est du Nouveau-Brunswick, du 13 au 16 juin prochain. Activité en marge du Sommet de la Francophonie de Moncton, cet événement réunira dans un seul lieu des gens d'affaires de tous les horizons ayant en commun la langue française.

Créé à Québec, lors du deuxième Sommet de la Francophonie, le FFA a pour but de faciliter les contacts entre les membres de la communauté d'affaires francophone et ainsi favoriser les échanges commerciaux, les investisse-

ments, les transferts technologiques, les participations conjointes et plus généralement, toute forme de coopération économique. Le FFA est un des organismes officiels de la francophonie reconnus par le sommet des chefs d'Etat et de gouvernements. Quarante-neuf pays en font partie.

L'élément central de cette rencontre sera le Carrefour des affaires de la francophonie, un centre multimédia qui permettra, grâce aux technologies de l'information, de créer un monde virtuel de réseautage. «Le Nouveau-Brunswick est reconnu comme un chef de file dans le domaine de la technologie des communications», affirme Raymond Landry, président

du comité technique d'organisation, et nous voulons le démontrer à la communauté internationale. Ce centre de réseautage est une grande première dans l'histoire des FFA et les organisateurs espèrent pouvoir mener à bien cet ambitieux projet.»

Conférenciers multiples

En plus du Carrefour des affaires, des conférences et des ateliers, sous le thème *Des changements à l'aube du troisième millénaire*, seront présentés au cours de ces trois jours. Des conférenciers canadiens, européens et africains seront à Bathurst pour l'occasion. Une place importante sera accordée à la jeunesse et une conférence préparée par et pour

les jeunes sera au centre de cette rencontre. Une centaine de jeunes francophones sont attendus.

Les partenaires de cette septième rencontre sont le Comité national canadien du Forum francophone des affaires et le Conseil économique du Nouveau-Brunswick. Le réseau des Collèges communautaires du Nouveau-Brunswick est également impliqué dans la démarche.

Un comité technique d'organisation est en place à Bathurst depuis quelques mois. Les personnes intéressées à participer à ce septième FFA peuvent communiquer avec les responsables de l'organisation en composant le (506) 549-5903.

UN ENGAGEMENT INDÉFECTIBLE DE LA FTQ

la francophonie vivante

Le Québec français

Organisation fondatrice du Mouvement Québec français, la FTQ a toujours été de toutes les luttes pour protéger et promouvoir l'usage de la langue française, assise fondamentale de la société québécoise.

La francisation des milieux de travail

Dans tous les coins du Québec, la FTQ et ses affiliés, par la présence active de leurs membres à quelque 500 comités de francisation en entreprise, veillent à ce que le français devienne et demeure la langue de travail chez nous. La FTQ collabore également avec les associations de personnes immigrantes pour favoriser leur intégration harmonieuse au Québec français.

La francophonie syndicale

La FTQ a été l'initiatrice du Regroupement des organisations syndicales de la francophonie, lequel regroupe des centrales ouvrières d'Europe, d'Afrique et d'Amérique, pour faire entendre la voix des travailleurs et travailleuses au sein de la communauté francophone internationale.

La solidarité internationale

Chaque année, des militants et militantes de la FTQ et de ses affiliés s'impliquent et réalisent des projets de coopération dans les pays des Antilles et d'Afrique.

La francophonie vivante,
un ENJEU collectif,
un ENGAGEMENT
quotidiennement
renouvelé.



Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec

FTQ

Association des médecins
de langue française du Canada

8355, boul. Saint-Laurent, Montréal (Québec) H2P 2Z6
Téléphone: (514) 388-2228 ou 1 800 387-2228

Le rendez-vous de la communauté
d'affaires de 49 pays de la francophonie



FORUM FRANCOPHONE
DES AFFAIRES

CANADA 1999

Bathurst, Nouveau-Brunswick
13 au 16 juin 1999

Conférences

Ateliers

Carrefour des affaires

Possibilités de présenter vos
produits ou services au Carrefour
des affaires de la francophonie

Demandez votre pré-programme

Pour renseignements ou inscription :
Tél. : (506) 549-5903
Fax : (506) 547-7404
www.ffa99.org
courriel : ffa99@celbathurst.com



CONSEIL ÉCONOMIQUE
DU NOUVEAU-BRUNSWICK INC.



Agence de
promotion économique
du Canada atlantique



Comité national canadien



Atlantic Canada
Opportunities
Agency

• FRANCOPHONIE •

Le français en déclin au Canada

Entre la quasi-fermeture de l'Hôpital Montfort en Ontario et la remise en cause des écoles francophones au Manitoba, la francophonie hors Québec a mal à ses communautés

GUYLAINE BOUCHER
COLLABORATION SPÉCIALE

Le commissaire aux langues officielles l'affirmait dans un rapport rendu public en mars 1998, trente ans après l'adoption de la Loi sur les langues officielles: le bilinguisme tant souhaité par Pierre Elliott Trudeau bat de l'aile. L'injection récente de 70 millions en appui aux langues officielles permettra-t-elle au gouvernement Chrétien de panser des blessures laissées béantes depuis tant d'années? Peut-être bien, répondent les principaux concernés.

Dans les faits, si le nombre de Canadiens ayant le français pour langue maternelle a connu une légère augmentation entre 1991 et 1996 à l'extérieur du Québec, les plus récentes données de Statistique Canada, elles, démontrent qu'ils sont cependant de moins en moins nombreux à utiliser le français tous les jours pour communiquer. Ainsi, au Nouveau-Brunswick par exemple, si le pourcentage de citoyens reconnaissant le français comme langue maternelle est passé de 32,7 % en 1991 à 33,2 % en 1996, pour les mêmes années, le nombre de personnes affirmant utiliser le français comme langue d'usage au quotidien, lui, est demeuré stable à 30,5 %. Un scénario en tout point semblable à celui vécu par l'Ontario, l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve.

Quant aux autres provinces et territoires, même si une légère croissance s'est souvent fait sentir au niveau de l'utilisation du français comme langue d'usage, toutes proportions gardées, les résultats de 1996 démontrent tout de même un recul par rapport à 1991. L'exemple du Manitoba illustre bien la situation, puisque si la population ayant le français pour langue maternelle y a augmenté (de 4,3 à 4,5 %), seulement 2,1 % de cette même population affirmait utiliser couramment le français en 1996, contre 2,2 % en 1991.

Des communautés en déroute

Cause ou conséquence de ces résultats, les organismes chargés d'animer les communautés francophones hors Québec ont, eux aussi, connu un recul de leurs activités. Selon Gino LeBlanc, président de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFAC), «les associations francophones provinciales sont aux prises, depuis quelques années déjà, avec un grave problème d'épuisement de leurs effectifs».

C'est que, explique-t-il, les compressions budgétaires du début des années 90 ont fait extrêmement mal. «Le désengagement de l'État dans le financement des organismes francophones hors Québec a réduit le budget de certains organismes de plus de 50 %. Au nom du renflouement des finances publiques, plusieurs ont dû se résigner à réduire leurs effectifs et leur programmation. Dans certains cas, seuls 30 % des projets prévus ont pu être accomplis. Le tort causé a été majeur.»

Pour Gino LeBlanc, les problèmes auxquels sont confrontés les organismes provinciaux vont cependant bien au-delà du simple manque de ressources financières. Selon lui, l'engagement politique des gouvernements provinciaux fait souvent toute la différence. «La plupart des dossiers sur lesquels les associations font des représentations sont du ressort des gouvernements provinciaux (éducation, santé). Si une province décide de bloquer un projet, plus rien n'est possible. Le cas de l'Hôpital Montfort en Ontario est un excellent exemple de ça. Je suis convaincu que sous les discours officiels de compressions budgétaires, se cachent souvent bien d'autres raisons. Il ne faut pas oublier que plusieurs provinces ont encore beaucoup de difficultés avec l'application de la Charte des droits et libertés de la personne. Or, la Charte inclut la question de la langue.»

Des omissions dangereuses

Autant de problèmes que la privati-



Les Franco-Ontariens se sont battus avec acharnement pour conserver le droit de recevoir des soins médicaux dans leur langue.

sation et le transfert de certains dossiers aux provinces sont venus assombrir encore davantage, selon le commissaire aux langues officielles, Victor C. Goldbloom. «Les responsabilités ont été redirigées vers d'autres niveaux ou organismes, mais dans la plupart des cas, notamment en ce qui a trait aux transferts vers les provinces, nous avons remarqué que les obligations linguistiques étaient plutôt rudimentaires.»

Résultat? «Une érosion subtile, mais cumulative des droits linguistiques», affirme le commissaire. Une opinion que partage entièrement Gino LeBlanc, citant au passage le cas de Postes Canada «qui en fermant les bureaux de poste au profit de comptoirs postaux dans les magasins a souvent réduit d'autant les services bilingues».

De l'avis de M. Goldbloom, les récentes transformations orchestrées par le gouvernement fédéral ne sont pas les seules menaces auxquelles sont confrontées les communautés francophones du pays. C'est que, affirme-t-il, bon nombre de ministères et organismes directement reliés au gouvernement fédéral sont eux-mêmes fautifs. «La partie sept de la Loi sur les langues officielles est très explicite. Chaque ministère et organisme gouvernemental doit veiller à une juste répartition de gens bilingues parmi son personnel. Or, plusieurs n'ont pas ajusté l'organisation de leurs ressources humaines.»

Pour Gino LeBlanc, le véritable problème reste le manque de leadership du gouvernement fédéral. «Malgré les millions investis annuellement par le gouvernement, aucune politique globale de développement des communautés francophones n'a jamais été mise en place. La Loi va très loin, mais aucun organisme ou ministère n'est chargé de voir à son application. Tout se fait au bon gré des sous-ministres en poste. Il faut à tout prix coordonner les efforts, s'assurer qu'il existe quelque part une structure qui a un impact sur l'en-

semble des ministères. Il faut reconnaître que Patrimoine canadien n'est qu'un ministère très sectoriel, qui ne joue pas et ne pourra jamais jouer ce rôle.»

Lumière au bout du tunnel?

C'est pourtant à ce ministère «très sectoriel» qu'est revenue l'annonce du partage des 70 millions accordés en appui aux langues officielles par le ministre des Finances, Paul Martin, dans son budget du 16 février dernier. Soixante-dix millions qui, selon la ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, serviront notamment au développement d'écoles unilingues françaises, à la prestation de services provinciaux et territoriaux dans des domaines comme la santé et à la subvention des organismes œuvrant directement auprès des communautés.

Des sommes inattendues qui font le bonheur du président de la FCFAC, «puisque elles permettent, selon lui, de rattraper le niveau de financement de 1992». Suffisant pour redonner l'élan aux communautés? «Assez pour nous ramener là où nous étions avant les dernières compressions, sans plus», affirme Victor C. Goldbloom.

Pour Gino LeBlanc, la situation ne peut qu'être meilleure. «Malgré les compressions et à force de persévérance, les organismes ont fait des gains majeurs au cours des dernières années. La mise en œuvre de la politique sur la gestion scolaire permettant la création d'écoles unilingues françaises est un de leurs récents succès. Même si démographiquement, les chiffres sont contre nous, il y a une grande vitalité dans les communautés, notamment en matière culturelle. Il faut seulement être patient. Ce sont des choses qui auront des impacts dans cinq, dix, quinze ans. En attendant, il faut se dire que le sort des communautés francophones hors Québec est l'affaire de tout le monde, y compris du Québec, parce qu'à chaque fois qu'un Acadien décide de s'assimiler, la population québécoise francophone vient de perdre une partie de sa bataille.»

Radio Canada
International

La voix du Canada
dans le monde

diffuse, en français, tous les jours sur ondes courtes, satellite et Internet.

English
ПО-РУССКИ
УКРАЇНСЬКОЮ МОВОЮ

Français

العربية

Español

汉语普通话



Internet: <http://www.rcinet.ca>

Adresse:
Radio Canada International
1055, boul. René-Lévesque Est
Montréal (Québec)
H2L 4S5
Courriel: rci@montreal.radio-canada.ca

RCI



RADIO CANADA
INTERNATIONAL